



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Strasbourg, le 09/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NORSKE SKOG

Route Jean Charles Pellerin
BP 109
CEDEX 88194
88190 Golbey

Références : S-24-1204RP

Code AIOT : 0006202274

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2024 dans l'établissement NORSKE SKOG implanté Route Jean Charles Pellerin 88190 Golbey. L'inspection a été annoncée le 28/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORSKE SKOG
- Route Jean Charles Pellerin 88190 Golbey
- Code AIOT : 0006202274
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La papeterie NSG fabrique du papier journal à base de bois et de papier recyclé. Pour répondre à une partie de ses besoins en énergie, la papeterie a recours à une chaudière de co-incinération qui brûle du bois de catégorie B et des boues papetières (chaudière CH2). Les arrêtés applicables sont ceux du 28 septembre 2006 et le 10 octobre 2007. L'Arrêté Préfectoral du 30 novembre 2021 entre en vigueur dès le démarrage de production de papier pour ondulé (PPO) prévu pour mars 2025.

Thème de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Respect des Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 28/09/2006, article 3.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Appareil de contrôle et incertitudes	AP Complémentaire du 28/09/2006, article 8.2.1,2	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Condition de surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fréquence d'autosurveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 28/09/2006, article 8.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats montrent pour les appareils de mesures continues des documents obsolètes ou incomplets, qui ne constituent pas des non-conformités majeures. L'inspection demande des actions ou justifications complémentaires pour avoir la certitude de mesures fiables, répétables et reproductives dans un délai de 2 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fréquence d'autosurveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2006, article 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence d'autosurveillance des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les mesures portent, au minimum, sur les paramètres suivants :[...] Pour les chaudières 1, 3, 4 et 5 : mesures continues en oxygène et vapeur d'eau et CO
Constats : L'exploitant a informé l'inspection que la chaudière 1 est à l'arrêt depuis 2014. Cet équipement n'est pas inscrit dans l'AP de novembre 2021, qui entre en vigueur dès le démarrage de production de papier pour ondulé (PPO). L'exploitant a transmis en date du 16 septembre 2024, les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> le rapport du bureau de contrôle daté du 29 avril 2024 pour les chaudières 2, 3, 4 et 5 ; le rapport du bureau de contrôle daté du 08 décembre 2023 pour les chaudières 2, 3, 4 et 5 ; le rapport du bureau de contrôle daté du 06 octobre 2023 pour les chaudières 2, 3, 4 et 5 ; le suivi des mesures continues des émissions atmosphériques pour la chaudière 2. Lors de la visite, l'exploitant a exposé le suivi des mesures continues des émissions atmosphériques pour la chaudière 3, 4 et 5. Ce constat n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect des Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2006, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des Valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs Limites suivantes fixées pour des concentrations en mg/Nm° exprimées : <ul style="list-style-type: none">• à des conditions normalisées de température (273 degrés kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;• sur gaz sec rapportées à une teneur de 6 % d'oxygène.
Constats : L'exploitant a transmis en date du 16 septembre 2024 : <ul style="list-style-type: none">• le rapport du bureau de contrôle daté du 29 avril 2024 pour la chaudière 2 dont les mesures sont conformes aux VLE de l'AP susvisé ;• les mesures continues de janvier à juillet 2024. <p>L'inspection demande des explications quant aux valeurs identifiées à 0 mg/Nm3 pour la poussière (mars et avril), pour les COV (mars et avril), pour les Hcl (mai et juillet) et les dépassements en CO.</p> <p>Pour les poussières, l'exploitant justifie cela par l'application du retranchement de l'intervalle de confiance qui est réalisé sur la VLE, quelle que soit la valeur mesurée pour les installations de combustion. Ce point est validé par l'inspection jusqu'à la mise en place de l'AP 2021 où l'exploitant devra retrancher l'incertitude sur la valeur brute mesurée jusqu'à la VLE.</p> <p>Pour les CO, une erreur d'identification du paramètre avait été détectée en début d'année. L'exploitant mentionne une procédure qui est appliquée en interne en cas d'émission de CO proche de la VLE réalisée par le poste de pilotage. Si les mesures continues identifient un dépassement, l'exploitant utilise les brûleurs au gaz de la chaudière pour diminuer ces émissions.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Pour les valeurs des mesures continues des paramètres HCl et COV, l'inspection demande à l'exploitant de justifier cette valeur dans un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Appareil de contrôle et incertitudes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/09/2006, article 8.2.1,2
Thème(s) : Risques chroniques, Appareil de contrôle et incertitudes
Prescription contrôlée : <p>Les appareils de mesure fonctionnant en continu sont vérifiés à intervalles réguliers, selon une fréquence au moins trimestrielle. Les instruments de mesure de concentrations d'oxydes de soufre, d'oxydes d'azote, de monoxyde de carbone, de poussières et d'oxygène font l'objet d'un calibrage, au moyen de mesures effectuées en parallèle avec les méthodes de référence normalisées en vigueur. Les modalités de ces vérifications sont fixées par arrêté préfectoral.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour que les valeurs des incertitudes sur les résultats de mesure, exprimées par les intervalles de confiance à 95 % d'un résultat mesuré unique, ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :</p> <ul style="list-style-type: none">• SO :20 %;• Nox :20 %;• poussières : 30 %.
Constats : <p>L'exploitant a transmis en date du 16 septembre 2024, l'assurance qualité QAL 1 pour les poussières pour l'appareil 'PCME QAL 181 Particulate Analyser (previously LMS 181) Including PCME QAL 181 SEN Sensor'. Etant donné l'accès des appareils et conditions climatiques, la visite n'a pas pu permettre d'identifier ces éléments.</p> <p>La date de renouvellement en page 1 précise le 16 août 2014.</p> <p>Par mail du 1^{er} octobre 2024, l'exploitant a envoyé à l'inspection un certificat du QAL 1 renouvelé avec une date d'expiration de mars 2027.</p> <p>Pour les autres polluants l'exploitant a transmis un document de l'environnement SA pour un appareil MIR FT de décembre 2008. Ce document n'est pas un QAL 1</p> <p>Par mail du 1^{er} octobre 2024, l'exploitant a envoyé à l'inspection le QAL 1 MIR FT, certifié par l'agence environnementale anglaise, qui correspond aux normes.</p> <p>L'exploitant a transmis en date du 16 septembre 2024, l'assurance qualité QAL 2 du bureau de contrôle réalisé en date du 6 septembre 2024 pour les poussières et du 3 septembre 2024 pour les autres polluants. Le nombre de mesurage est en moyenne de 17, ce qui correspond aux normes.</p> <p>L'inspection s'interroge sur la droite d'étalonnage de poussière ($y=1x$) qui indique un R2 non précisé</p> <p>En effet, le guide national stipule que ce coefficient R2, montrant une bonne adéquation de la droite d'étalonnage déterminée, doit être supérieur à 0,8 pour les composés particuliers.</p> <p>L'exploitant explique que leur prestataire ENVEA vérifie une fois par mois un des appareils de mesure continue pour étalonner les appareils. Il a exposé en salle un compte rendu d'Envea en date du 11 juillet 2024 pour la chaudière 2 - MIR FT. Ces éléments, sans carte d'enregistrement ne constituent pas une procédure de qualité QAL 3.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous un délai de 2 mois les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• les photos d'identification des appareils de mesure qui montrent la concordance des éléments papiers et des équipements mis en place relatif au QAL 1,• la justification de la droite d'étalonnage pour la poussière du QAL 2,• l'enregistrement de la mise en place du QAL 3 des appareils de mesures
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Condition de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – QAL1
Prescription contrôlée : I. Les appareils de mesures en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST) Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées.
Constats : L'exploitant a transmis en date du 16 septembre 2024, le QAL 1 pour les chaudières 3, 4 et 5 au gaz naturel. Le document mentionne les AMS 'MIR9000 Multi-gas Analyser Type 2 SEC Probe' & MIR9000 CLD option Type 2 SEC Probe MDS (Module Dryer System). La date de renouvellement en page 1 précise le 09 janvier 2022. La vérification d'ENVEA, décrite dans le constat précédent, sans carte d'enregistrement ne constitue pas une procédure QAL 3. Étant donné l'accès des appareils et conditions climatiques, la visite n'a pas pu permettre d'identifier ces éléments.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous un délai de 2 mois les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• les photos d'identification des appareils de mesure qui montrent la concordance des éléments papiers et des équipements mis en place relatif au QAL 1 ;• les assurances qualités QAL1 conforme aux normes en vigueur ;• l'enregistrement de la mise en place du QAL 3 des appareils de mesures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois